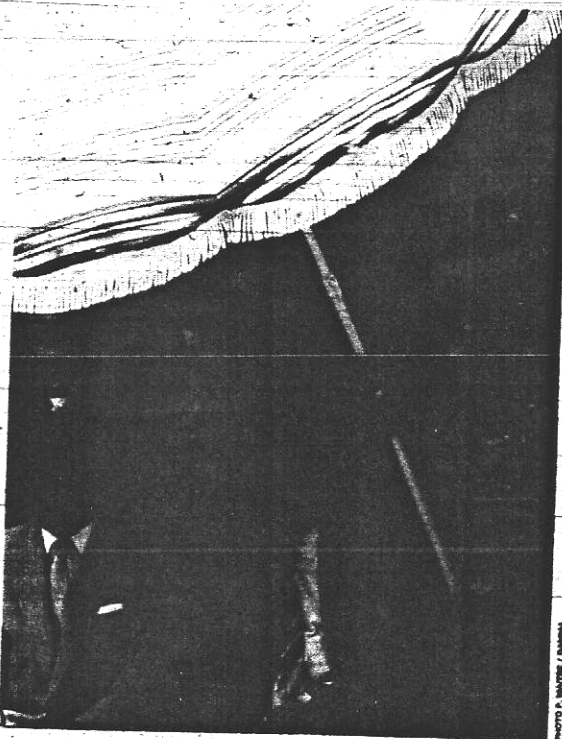


A quoi sert Jean-Christophe Mitterrand ?

Ces missiles qui embarrassent l'Elysée

La France s'apprêtait à vendre cinquante missiles au Congo. Mais la précieuse cargaison était sans doute destinée à l'URSS...

Jean-Christophe Mitterrand, chef de la Cellule africaine de l'Elysée, au Cameroun.



Lorsqu'il se fit apporter à la fin du mois de janvier dans son bureau du palais de l'Elysée la petite chemise cartonnée sur laquelle un conseiller avait consciencieusement tracé en lettres noires « Congo-Brazzaville », Jean Fleury, le chef d'état-major particulier de François Mitterrand, ne se doutait encore de rien. On lui avait seulement parlé d'une curieuse vente d'armes à un pays africain, susceptible de faire grand bruit. Depuis, au Château, les plus folles rumeurs couraient jusqu'à mettre en cause Jean-Christophe Mitterrand, le propre fils du président. L'ancien commandant des forces aériennes stratégiques voulait maintenant en avoir le cœur net.

Le général Fleury parcourt lentement les pièces du dossier. La première fiche de renseignements lui apprend qu'au début de l'automne dernier l'industriel Matra a été approché par un officier congolais, apparemment mandaté par son pays, pour acquérir le fameux missile sol-air Mistral. Une petite note technique jointe au dossier donnait force détails sur les performances du dernier-né de Matra, qui est, si l'on en croit les experts, plus précis encore que le Stinger américain. Tiré à partir d'un trépied, le Mistral est conçu pour protéger palais gouvernementaux et bases militaires. Bref, le Mistral est un petit bijou de la technologie kaki, un très beau joujou de guerre, dont les premiers exemplaires ne seront livrés

que dans quelques semaines à l'armée française. Normal que nos voisins nous l'envient et, à l'occasion, nous l'achètent. Le général Fleury nota juste en marge du dossier que si la Belgique avait déjà commandé à la France huit cents de ces engins, pas un pays africain ne s'y était en revanche intéressé.

Une seule exception : le Congo-Brazzaville qui voulait donc en octobre dernier acheter cinquante Mistral pour la bagatelle de 50 millions de francs.

Le contrat congolais suivit son cours. C'est le colonel Enimantel Ngoueondélé, directeur général de la sécurité de l'Etat du Congo, qui transmit à Jean-Luc Lagardère la demande officielle à l'en-tête du gouvernement de son pays. Un certain M. M. prit ensuite contact avec les militaires de Brazzaville pour le compte de Matra. Peu après, trois responsables de l'ambassade du Congo à Paris se rendirent à Vélizy au siège de l'industriel français pour régler les derniers détails techniques. Le 20 novembre à Matignon, la Commission interministérielle pour l'étude des exportations des matériels de guerre (CIEMG) avalisait le contrat.

D'où venait alors la sale rumeur ? Jean Fleury saisit une seconde fiche de renseignements qui émanait cette fois de la DGSE, les services secrets français. « D'après plusieurs indices concordants, le

L'Elysée et Matra veulent porter plainte : contre qui ?

président congolais Denis Sassou Nguesso n'a pas donné son aval à l'achat des missiles Mistral. Il pourrait s'agir d'une vente d'armes destinée à la réexportation au profit d'un pays figurant sur notre liste rouge. » Sous les lambris, le chef d'état-major particulier restait songeur. Il décrocha machinalement l'interministérielle pour demander des éclaircissements. Quelques heures plus tard, la réponse du ministère de la Défense tombait comme un couperet. Non, Sassou n'avait pas l'intention d'acquiescer des missiles français. A l'hôtel de Brienne, Louis Gallois, le directeur du cabinet de Chevènement, fut chargé de stopper l'opération auprès de l'industriel. Chez Matra, on chercha vainement à comprendre. Mais à Paris, le colonel Ngoueondélé avait malheureusement disparu sans donner d'explication.

Dans les jours qui suivirent, les services secrets aboutirent à deux affaires bien distinctes. La première concernait uniquement le Congo et son mystérieux colonel.

Les Français acquièrent rapidement la certitude qu'Emmanuel Ngouondélé avait tenté une opération de déstabilisation dans son pays. En décembre dernier, il avait personnellement remis à Sassou un rapport véhément contre Paris qui préparait prétendument un complot. Le chef de l'Etat congolais avait d'abord cru son subordonné. Et c'est ainsi qu'en visite le 11 janvier dernier à Brazzaville, Michel Pecqueur, le patron d'Elf Aquitaine, ne s'était pas très bien expliqué l'extrême froideur des autorités locales. Sassou avait cependant mené ensuite sa propre enquête et finalement démasqué Ngouondélé, soupçonné depuis longtemps de travailler pour les Bulgares et les Soviétiques. Le 24 janvier, Paul Oba, le nouveau responsable de la sécurité de l'Etat, faisait un voyage éclair dans la capitale française pour relever le traître de ses fonctions et le ramener au pays. Avec lui disparaissaient les espoirs commerciaux de Matra. Les Congolais avaient toutefois déjà versé une avance de plus de 15 millions de francs à l'industriel (Jean-Luc Lagardère les tient toujours à disposition de Brazzaville). Un empressement inhabituel de la part d'un pays africain...

Mais était-ce bien les Congolais qui avaient payé ? D'autres investigations du général Mermet, patron de la DGSE, portèrent sur les auteurs présumés du trafic. Selon plusieurs sources, M. M., l'intermédiaire de Matra, aurait été en liaison avec un membre de la cellule élyséenne et l'Arc international consultants (ARC), cette DGSE bis, créée par d'anciens membres des services secrets et dirigée par Jean-Louis Chanas, également ex-lieutenant-colonel de la DGSE, et Gérard Alloncle, ancien PDG de la société Raymond Gérard. C'est ce dernier qui avait déjà fourni à Yves Challer du matériel de protection lors du sommet de Bujumbura en décembre 1984. Sur le plan financier, c'est le Libanais Roger Tamraz qui finance cette société très spéciale. Installé tout près de la présidence, au 18, avenue des Champs-Élysées, l'ARC est également très lié aux gendarmes de la Cellule. Ainsi, elle figure parmi les sociétés retenues par le colonel Prouteau qui a quitté l'Elysée en novembre dernier pour organiser la sécurité des prochains jeux Olympiques d'hiver d'Albertville. L'ancien chef du GIGN est de surcroît un ami personnel de Jean-Louis Chanas... Une nouvelle affaire, alors que la précédente vient de faire indirectement une victime en la personne de Patrice Pélar ? En fait, les responsables de l'ARC nient mordicus aujourd'hui s'être mêlés du contrat congolais.

De quoi, en tout cas, donner le tournis à n'importe quel honnête serviteur de l'Etat. Derrière les lourdes tentures rouges du Château, l'affaire fait toujours grand

bruit. « Tout cela est malsain. Il ne faudrait pas que certains, ici, connaissent le sort de De Broglie (1) », s'inquiète un conseiller écouté du président. L'Elysée et Matra veulent d'ailleurs porter plainte. Contre qui ? Car qui a couvert ce trafic d'armes à destination vraisemblablement de l'URSS — c'est du moins l'hypothèse retenue par le général Fleury — ou des guérilleros de l'UNITA de Savimbi, une autre supposition, émise celle-ci dans le service du général Mermet ? Qui a préparé, présenté puis défendu au CIEMG le dossier suspect des Mistral ? Faut-il croire Charles Hemu qui dénonçait récemment cette pétaudière,

Mais pourquoi la CIEMG avait-elle donné son accord ?

affirmant qu'il n'existe aucun contrôle véritable des exportations d'armes du fait de l'abondance des contrats : la CIEMG traite parfois jusqu'à cinq cents dossiers par mois. L'ancien ministre de la Défense affirmait, à l'appui de ses propos, que des porte-chars avaient ainsi été expédiés sous Giscard dans un pays « interdit » sous l'appellation de « tracteurs agricoles ».

Pourquoi, enfin, la Cellule africaine de l'Elysée, dirigée par Jean-Christophe Miterrand, le fils du président, surnommé sur tout le continent noir « Papamadi », n'a-t-elle pas donné l'alerte ? Était-il seulement au courant ? « Absolument pas », Jean-Christophe ne s'occupe pas de ces dossiers », répond-on à son secrétariat. De quoi s'occupent alors nos drôles d'africanistes élyséens ? Au Gabon, Jean-Christophe — dont plusieurs ex-collaborateurs soulignent la faible compétence — fut longtemps administrateur de la Comilog, qui exploite les gisements de manganèse du Haut-Ogoouée, et de la Comur (uranium) alors qu'il était déjà au Château chargé des affaires africaines. Depuis, le fils du président a raisonnablement renoncé à ces fonctions. Mais c'est toujours au titre de conseiller du Château qu'il entretient des relations plus qu'amicales, de pêche et de chasse, avec le général-président togolais Eyadéma et le fils d'Omar Bongo, tandis que les missiles les plus sophistiqués menacent de prendre le large au nez et à la barbe des autorités françaises !

Pensif, le général Fleury referma son dossier. Y a-t-il à l'Elysée un véritable responsable des affaires africaines ?

Pascal KROP

(1) Le prince de Broglie, ancien trésorier du Parti républicain, lié au commerce des armes, fut assassiné sous Valéry Giscard d'Estaing.



Si l'on vous propose
du bourbon Wild
Turkey, nul besoin
de parler américain.

Il suffit de dire yes.

WILD TURKEY



Bourbon pur Kentucky, 8 ans d'âge, super premium.

Sachez apprécier et consommer avec modération.